

Le PIB mesure-t-il notre bonheur ?

(Document créé par J. Mellinger ; version du 27 septembre 2002)

Les citations entre guillemets français (« ») sont tirées de :

Reconsidérer la richesse. Mission « Nouveaux facteurs de richesse »

Rapport réalisé par Patrick VIVERET, Conseiller référendaire à la Cour des Comptes A la demande de Guy HASCOËT, Secrétaire d'Etat à l'économie solidaire Janvier 2002 (fichier PDF, autrefois téléchargeable sur le site Internet www.social.gouv.fr/economie-solidaire ; copie privée disponible).

« **Produit Intérieur Brut**, ce chiffre magique dont la progression s'exprime par un mot qui résume à lui seul la grande ambition de nos sociétés matériellement développées et éthiquement sous-développées : LA CROISSANCE ! »

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité économique de chaque pays, à l'intérieur de son territoire national. Le produit national brut (PNB) comptabilise l'activité économique des personnes physiques (ressortissants) et morales (entreprises) de chaque pays, quelle que soit le lieu où elle s'exerce. Ces indices, calculés année après année selon les principes de la comptabilité, permettent de comparer entre eux les différents pays. Dans un même pays, ils permettent de constater les variations annuelles de l'activité économique.

Le classement effectué entre les 226 pays actuels, d'après leur PNB, est généralement considéré comme représentatif de la richesse de leurs ressortissants et de leurs habitants (immigrés compris). Les écarts sont énormes. En dollars US (\$), le PNB par habitant variait en 1999, de 49 930 \$ au Luxembourg, à 100 \$ en Éthiopie ou au Congo.

Le PIB donc est le volume annuel de produits et de services créés par la population active du pays, y compris les étrangers résidents. Le tout exprimé en unités monétaires (dollars US). Pour comprendre ses rapports avec le bien-être des gens, voyons ce qui peut le faire augmenter, ou diminuer :

– **le PIB est augmenté par les accidents de la route** (120 milliards de francs en 1999, soit 120 gigafrancs, ou 120 GF de dépenses directes, mais *trois fois plus* pour les conséquences économiques indirectes), les effets sur la santé de la **pollution atmosphérique** (170 GF), les dizaines de milliards que vont coûter la **destruction des farines animales** (des dizaines de GF), les destructions de la **tempête de 1999** (env. 100 GF), la **corruption** ! De ce point de vue, le **nafrage de l'Erika** fut une véritable bénédiction ! Même chose pour **l'explosion de l'usine AZF** à Toulouse.

– **le PIB est diminué par le bénévolat !**

Du point de vue économique, la société fonctionne donc sans système de valeurs. Elle décourage la coopération, la prévention, la prudence, la modération, encourage le vandalisme, l'imprudence, l'irresponsabilité (maladies sexuellement transmissibles, tabac et autres drogues), la surconsommation.

« ...un simple exercice de mesure, lui-même référé aux catégories dominantes d'un économisme qui a coupé ses liens avec l'éthique et le politique. La question des "indicateurs" qui relève des outils ne peut donc être dissociée de celle des "critères" qui relève du débat sur les fins. (...) ...considérer...le désir de gains monétaires, l'activité lucrative, comme un objectif se suffisant à lui-même. »

« La fameuse croissance du produit intérieur brut qui sert de boussole à la plupart de nos responsables a en effet ceci de remarquable qu'elle se moque de la nature des activités qu'elle additionne pourvu que celles-ci génèrent des flux monétaires : dès lors qu'il faudra payer des garagistes pour dépanner et réparer les voitures endommagées, des cimentiers pour brûler les farines animales suspectées d'être à l'origine de la maladie de la vache folle, des médecins pour soigner les personnes victimes de la pollution de l'air, de l'eau, de la tempête, des employés d'entreprises de pompes funèbres pour enterrer les morts, il y aura des valeurs ajoutées monétaires qui seront enregistrées dans les comptabilités des acteurs économiques... »

L'un des arguments en faveur de cette destruction et de cette surconsommation consiste à dire que les sociétés conservatrices, traditionnelles, ne bénéficient pas du **progrès** technique : il faut détruire pour construire. Par exemple, raser les anciennes maisons et en construire de nouvelles, respectant des normes d'isolation récentes en matière d'économies d'énergie.

Ces sociétés traditionnelles (Antiquité grecque et romaine, Moyen Âge, Afrique) méprisent le travail, confié à des catégories inférieures de la société (esclaves, femmes), les fonctions religieuses, politiques et guerrières étant privilégiées. **L'individu** n'y est qu'un élément négligeable, seul compte la survie de la société et la préparation d'un au-delà.

L'économie triomphante est le résultat d'un affranchissement religieux et intellectuel (la Renaissance, la Réforme, le Siècle des Lumières, la séparation de l'Église et de l'État, la Science) et de la démocratisation (Révolution, droits de l'Homme).

« C'est parce qu'ils sont économiquement parasites que le clergé et la noblesse se voient disqualifiés socialement et politiquement. Et c'est ce même argument que les révolutions sociales reprendront ensuite, mais cette fois contre la bourgeoisie et au bénéfice du prolétariat. »

En 1820, Malthus fonde l'économie moderne en définissant la richesse comme une grandeur mesurable : « "nous ne pouvons aborder", écrit-il, "sous le point de vue pratique, aucune discussion sur l'accroissement relatif de la richesse chez les différentes nations si nous n'avons un moyen quelconque, quelque imparfait qu'il soit, d'évaluer la somme de cet accroissement" ». Il suffit donc d'utiliser comme étalon une monnaie convertible, ou l'or. La nature des richesses n'a aucune importance dans ce système : seule compte la valeur marchande, constatée après un échange. Le travail domestique n'a aucune valeur.

En 1803, Jean-Baptiste Say avait défini l'**utilité** comme source de la **valeur** en économie : « "Pourquoi", écrit-il, "l'utilité d'une chose fait-elle que cette chose a de la valeur ? Parce que l'utilité qu'elle a la rend désirable et porte les hommes à faire un sacrifice pour la posséder" ». La valeur n'existe pas en elle-même, seulement en fonction du **désir de l'individu**. L'individu devient donc l'élément-clé de la société, auquel il faut **donner envie de consommer**. Les **sacrifices** consentis par l'individu témoignent de la valeur qu'il accorde aux biens et aux services convoités.

Sur quoi renchérit Auguste Walras : « "Il y a donc cette différence entre la morale et l'économie politique que la première n'appelle utiles que les objets qui satisfont à des besoins avoués à la raison, tandis que la seconde accorde ce nom à tous les objets que l'homme peut désirer, soit dans l'intérêt de sa conservation, soit par effet de ses passions et de ses caprices" ». L'économie, c'est donc « l'individu, le désir, la raison calculatrice au service de ce désir. » **L'intérêt général est oublié**, le vice prime la vertu. « Nous passons d'un univers où ce qui a vraiment de la valeur n'a pas de **prix**, pour rentrer dans un autre, que nous voyons se mettre en place sous nos yeux, où **ce qui n'a pas de prix n'a pas réellement de valeur**. » La rareté, la pénurie, fondements du désir, confèrent de la valeur.

Le marxisme adoptera le même point de vue, concrétisée dans la planification de l'économie, la valorisation de la productivité individuelle et du travail. Aux USA, Ford impose la fabrication en série, destinée à satisfaire les besoins du plus grand nombre de consommateurs. On normalise outils et produits.

Après la deuxième guerre mondiale, l'effort de reconstruction imposait une **comptabilité nationale** fondée sur ce principe. En France, le pétainisme avait mis en avant des valeurs rurales, traditionnelles, contre lesquelles on voulait réagir. « On retrouve ici l'idée, commune à tous les économistes de l'époque que c'est l'**infrastructure** qui détermine la culture et les moeurs. » La productivité agricole augmente rapidement, avec l'introduction du tracteur à moteur Diesel. La croissance industrielle se nourrit de l'exode rural.

Les premiers doutes sur la valeur de notre système d'évaluation des performances économiques sont apparus dans le cas du **travail domestique**, surtout celui des mères de famille qui se consacrent entièrement à leur ménage et à leurs enfants. Sa valeur échappe au PIB, mais elle est énorme, quel que soit le mode d'évaluation.

Le modèle atteint aujourd'hui ses limites. Dans nos pays européens, **le secteur santé est la plus importante activité économique**. L'éducation vient en deuxième position, en particulier pour des raisons de **concurrence** entre individus et entre nations. Or, ces activités de service « exigent une très forte intervention humaine, en temps consacré comme en qualité relationnelle. Et là le concept de productivité devient carrément contre-productif. Prenons, comme le propose Jean Gadrey, l'exemple des services de santé. L'approche en termes de productivité supposerait que l'on mesure les flux d'actes, de traitements médicaux et chirurgicaux, de patients traités. On voit bien que c'est absurde. **Ce qui compte en matière de santé c'est non le nombre de fois où l'on va chez le médecin mais le fait de savoir si l'on est guéri.** »

« Ainsi nous disposons d'un outil forgé pour favoriser une croissance matérielle de nature industrielle ou agro-alimentaire qui devient globalement inadapté et même en grande partie contre-productif lorsqu'il s'agit d'affronter **les trois grands défis de l'avenir** que sont l'entrée dans l'ère informationnelle et la révolution du vivant, **l'importance devenue vitale des enjeux écologiques** et le rôle majeur que jouent désormais les services et singulièrement les services relationnels comme l'éducation, la santé, les activités de proximité dans notre développement. Bref il est temps de changer de thermomètres ! »

L'étalon monétaire qui sous-tend l'économie a une valeur fluctuante. Il serait bien imprudent de lui faire entièrement confiance en tant que **réserve de valeur**, car il fait souvent l'objet de manipulations, est sujet à l'inflation (par nature, incessante dans notre économie) et permet de spéculer. En fait, il n'a que la valeur qu'on lui attribue : celle d'un espoir de satisfaction des besoins et des désirs, dans un avenir plus ou moins lointain. En effet, la monnaie remplit trois fonctions sociales, contradictoires : celle d'un étalon de valeur, d'un moyen d'échange et d'une réserve pour assurer l'avenir économique (économies, placements, fonds de pension). Le **vote du budget de l'État en déséquilibre (déficit)** depuis 1975 a produit une dette qui s'élève actuellement (2002) à 13 720 euros pour chaque nouveau-né (soit 90 000 F) ! Il s'agit là d'une manière particulièrement vicieuse de dilapider la richesse nationale, car elle consiste à vivre aux dépens de nos descendants, qui n'ont pas voix au chapitre !

Et l'Europe, dans tout ça ? Rien de nouveau, sinon le pire : la généralisation du système, avec les principes d'ouverture à la concurrence privée, le démantèlement des services publics, afin de réduire les coûts. Et même la mondialisation, avec la délocalisation progressive de toutes les activités « non rentables » et l'uniformisation des mœurs et des marchandises (y compris l'adoption d'une langue unique, l'anglais).

Malgré cela, des tentatives se font jour pour mesurer le bien-être dans chaque pays. Des **"indicateurs de développement humain" (IDH)** ont été élaborés par le programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). " Il importe de consacrer davantage d'attention à la qualité de cette croissance afin de s'assurer qu'elle accompagne les objectifs que sont le développement humain, la réduction de la pauvreté, **la protection de l'environnement et la viabilité à long terme du développement**" (PNUD, 1996). Ils prennent en compte l'espérance de vie, le niveau d'instruction et le revenu, ainsi que plusieurs autres sources d'**inégalité sociale**.

« Le rapport dresse un bref bilan du développement de chaque pays dans des domaines comme la santé, le logement, l'éducation, le revenu, la scolarisation des femmes, la mortalité infantile, l'environnement, etc. ainsi que dans celui de "la sécurité humaine" entendue comme "la soustraction à ces menaces chroniques que sont la faim, la maladie et la répression et d'autre part la protection contre des bouleversements soudains et traumatisants de la vie quotidienne domestique, professionnelle et communautaire (criminalité, accidents, violence.) Cette approche et facilement reproductible, a l'avantage d'inclure la question méthodologique des indicateurs dans celle, plus générale, de l'évaluation à travers les bilans par domaines. »

La **taxe Tobin**, prélevée sur les transferts monétaires internationaux, pourrait également corriger les inégalités internationales. Comme elle contredit le principe même de notre système économique, elle a de farouches adversaires.

« La loi de la "grande maison", celle de notre terre et de notre biosphère, conditionne celles de nos "petites maisons". Aucune économie humaine ne serait possible par exemple sur une planète dont l'air serait devenu irrespirable, l'eau imbuvable, la terre empoisonnée. L'ONU a ainsi élaboré un "system of integrated environmental and economic accounting" qui prend en compte, sous forme monétaire, l'impact du développement des activités économiques sur l'environnement. Un "**coût environnemental**" est employé pour trois types d'utilisation : l'épuisement des actifs naturels, l'usage du sol et du paysage, l'utilisation de l'environnement pour l'utilisation des déchets. Le "**PIB vert**" s'obtient ainsi par déduction du coût lié à l'utilisation de ce capital environnemental. La recherche pourrait aussi servir, sur le plan méthodologique, à permettre de déduire également les destructions de capital "social" incluant les coûts de la santé et les coûts sociaux. (...) ...on ne peut continuer indéfiniment à occulter la valeur de biens écologiques vitaux sous prétexte qu'étant abondants et gratuits ils n'auraient pas de valeur économique. »

Mais il existe un autre étalon en économie : **le temps**. « La monnaie est en effet un sous-ensemble des systèmes d'échange et non l'inverse. Par exemple le système d'échange, de loin le plus universel et le plus fondamental entre les êtres humains est celui du temps. » Time is money ! Ou, plutôt, l'inverse. « Même la fonction de réserve de valeur est remplie par le temps puisque l'agenda est l'outil par excellence d'inscription des "promesses de temps" pour le futur. »

La mort est la fin du temps individuel. Elle est probablement le fondement de toute valeur. « Pour l'espèce humaine on peut en effet avancer l'hypothèse que ce qui constitue en définitive la hiérarchie des valeurs de vie, c'est la conscience de la mort. (...) La perception de la finitude et de la vulnérabilité est au fondement de toute valeur. »

Les tentatives pour mettre fin au règne absolu de la monnaie n'ont pas encore convaincu tous les économistes. Les IDH sont en effet manipulables. Les pratiques démocratiques le sont également. Même les associations charitables ou environnementales (ONG, lutte contre le cancer, etc.) ont donné lieu à des escroqueries et à des dérives financières. La monnaie apparaît souvent comme un moindre mal. Elle paraît politiquement neutre (*Non olet*, disait l'empereur Vespasien !) Et l'enfer est pavé de bonnes intentions. « Les plus lucides sont en effet prêts à admettre l'ampleur des coûts humains et écologiques de notre modèle productiviste marchand mais restent persuadés que le primat d'une économie "amoral" est un moindre mal par rapport au **risque totalitaire de toute "politique du bien et du bonheur"**. »

Enfin, l'observation de l'économie suppose l'existence de services statistiques nationaux fiables, comme l'INSEE, qui peuvent difficilement prendre en compte une multitude de critères de qualité environnementale ou sociale supplémentaires. La mise en place d'un nouveau système ne peut pas se faire tout de suite, il faudra du temps et de **nouveaux moyens**. « Quand on voit les moyens considérables, financiers et humains que nos sociétés ont pu mobiliser pour éviter le fantomatique bug de l'an 2000, les milliards de dollars qui "partent en fumée" selon l'expression consacrée du fait de ce qu'Alan Greenspan, le président de la FED américaine nomme "l'exubérance irrationnelle des

marchés“, on ne nous fera pas croire que nos sociétés n'ont pas les moyens de se doter d'outils d'évaluation plus adaptés aux problèmes de l'avenir qu'à ceux du passé. »

Les comparaisons entre diverses catégories de dépenses effectuées dans les pays développés et les sommes nécessaires pour *assurer certains services à l'ensemble de l'humanité* sont éloquentes (en G\$ US, pour 1997, rapport PNUD 1998) :

- *Education pour tous* : 6
- Achats de cosmétiques aux USA : 8
- *Accès à l'eau et à l'assainissement pour tous* : 9
- Achats de crèmes glacés en Europe : 11
- *Soins de gynécologie et d'obstétrique pour toutes les femmes* : 12
- Consommation de parfum en Europe et aux USA : 12
- *Satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires de base* : 13
- Achats d'aliments d'animaux en Europe et aux USA : 17
- Budget loisirs des entreprises japonaises : 35
- Consommation cigarettes en Europe : 50
- Achats de boissons alcoolisées en Europe : 105
- Consommation de stupéfiants dans le monde : 400
- Dépenses militaires dans le monde : 780

« On peut difficilement nier qu'il existe un lien entre le creusement des inégalités mondiales et **la question centrale de la sécurité**. Nombre d'êtres humains sont potentiellement dans la situation de considérer qu'ils n'ont rien à perdre, au minimum en émigrant illégalement, au pire en tuant ou en se tuant dans des actes de suicides meurtriers à l'encontre des symboles de la puissance et de la richesse. Ils sont une proie facile pour les entreprises terroristes, mafieuses ou sectaires. »

« A l'échelle mondiale, la création de richesse rencontre deux problèmes communs à l'ensemble de l'humanité : **le défi écologique** (changement climatique, déforestation, accès à l'eau potable etc.), **le défi anthropologique** car la capacité de l'humanité à s'autogouverner pacifiquement est menacée par sa propre barbarie intérieure. C'est parce que ces questions sont devenues « incontournables » que la nécessité de disposer au moins d'indicateurs environnementaux et sociaux s'est imposée au cours des dernières années tant au sein de la société civile que des entreprises et des institutions internationales. »

L'outil fiscal est essentiel pour mettre en œuvre une politique de l'environnement :

- principe pollueur–payeur (*auquel nos agriculteurs échappent encore !*) ;
- taxation accrue des produits énergétiques.

Ces préoccupations ont abouti à des **notions et démarches nouvelles** :

- développement durable ;
- principe de précaution ;
- fonds de placement éthiques ;
- commerce équitable ;
- responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

« La soutenabilité dite "forte" s'appuie sur l'écologie comme discipline scientifique pour estimer qu'il existe des "seuils critiques" au delà desquelles **il peut se produire des catastrophes**. C'est cette seconde approche qui aboutira à la logique du "principe de précaution". Il s'agit là encore d'**un changement majeur**. Les statistiques en effet ne valent que si on dispose de probabilités ; or l'incertitude radicale conduit à inverser la logique de la décision : **c'est désormais le doute (et non la certitude ou la forte probabilité) qui doit entraîner la décision**. »

Mais beaucoup d'ambiguïtés subsistent :

« Le risque d'une simple course au "capital réputation" sans véritable changement de l'entreprise ou des acteurs publics est évidemment non négligeable. Le capitalisme informationnel se caractérise par une très grande sensibilité aux images et aux symboles...(...) On peut légitimement se demander

ce qui relève chez elle de la part publicitaire et de la transformation effective des comportements. Certes, la plupart des dirigeants d'entreprises mais aussi de décideurs publics, semblent croire que la prise en compte d'exigences sociales, environnementales, voire civiques et éthiques, s'inscrit sans problème dans le renforcement de la compétitivité globale des entreprises. »

« Les ressources fiscales proviennent pour une part non négligeable d'activités destructrices ; pour ne prendre qu'un seul exemple l'Etat dépense une cinquantaine de millions par an pour la prévention du tabagisme mais en reçoit une cinquantaine de milliards, soit mille fois plus, par le biais des taxes sur le tabac. Ces chiffres certes n'apparaissent dans aucune comptabilité analytique. Il faut les reconstruire. »

« La nécessité de compter autrement ne doit pas conduire à aggraver encore l'obsession de la mesure qui constitue une pathologie dangereuse des sociétés de marché. Le droit à ne pas tout compter est donc aussi nécessaire. Il est des évidences qualitatives qui n'ont pas besoin de chiffres et moins encore de chiffres monétaires pour se manifester : il n'y a nul besoin de calculs sur les avantages comparés du crime et du respect de la loi quant à la préservation du lien social, sur la comparaison entre les avantages respectifs de la santé ou de la maladie, du bien-être ou de la dépression, de la destruction de l'air et de l'eau ou de leur préservation, etc. Pourtant si l'on aborde le domaine du chiffrage, et singulièrement celui du chiffrage monétaire, c'est très souvent à une inversion de ces évidences qualitatives que l'on aboutit. Les réparations financièrement lourdes issues des destructions et des accidents produisent infiniment plus de flux monétaires que les réparations légères si le problème a été pris à temps. »

Et pour (en) finir, tout un programme :

« Les sept axes de transformation proposés, dans cette perspective, sont les suivants :

1. Créer les conditions d'un autre regard sur la richesse, réouvrir notre imaginaire en donnant prioritairement la parole aux victimes de nos modes actuels de comptabilisation.
2. Construire un débat démocratique sur la nature de la richesse, son calcul et sa circulation.
3. Elaborer un rapport français sur le développement humain durable intégrant des indicateurs de destruction et de "dissociation".
4. Prendre une initiative européenne en vue d'un rapport européen sur le développement humain et œuvrer au niveau mondial dans la même direction.
5. Créer des mécanismes d'incitation, tant sur le plan fiscal que par la mobilisation d'expertise et de temps, au profit des produits, services et comportements contribuant à la prévention ou la limitation des destructions écologiques, sociales et sanitaires.
6. Favoriser l'échange et l'activité par une politique audacieuse des temps sociaux et l'expérimentation d'une monnaie sociale incitatrice de comportements civiques, solidaires et écologiquement responsables.
7. Recenser puis mettre en oeuvre les conditions d'un Etat (et de pouvoirs publics) socialement et écologiquement responsable. »